

---

## Résistance et antiracisme

*French Resistance and Antiracism*

Jean-Marie Guillon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13441>

DOI : 10.4000/cdlm.13441

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2020

Pagination : 243-258

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Jean-Marie Guillon, « Résistance et antiracisme », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 100 | 2020, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 07 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13441> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.13441>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 mars 2021.

© Tous droits réservés

---

# Résistance et antiracisme

*French Resistance and Antiracism*

Jean-Marie Guillon

---

- 1 S'il est un phénomène remarquable au cours du xx<sup>e</sup> siècle en France, c'est bien la Résistance, puisque, non seulement d'un peuple vaincu, elle fait un peuple vainqueur, mais encore elle permet de résoudre la « crise d'identité nationale » des années trente sur laquelle Pierre Laborie a attiré l'attention<sup>1</sup>.
- 2 Qu'une représentation héroïque de cette geste et du peuple dont elle se voulait l'émanation se soit imposée après coup n'a rien pour surprendre ou pour offusquer. Au contraire. Le régime de Vichy, les occupants nazis étant racistes et xénophobes, en un mot nationalistes (car les fascismes sont les expressions du nationalisme propres à l'entre-deux-guerres) la Résistance, naturellement, paraît avoir revêtu d'emblée la panoplie antifasciste et, avec elle, la France qu'elle a entraînée dans son sillage.
- 3 La Nation serait donc sortie du conflit, républicaine, progressiste, ouverte, comme régénérée, éclairée par la lutte. Par conséquent, antiraciste. « Vaccinée » contre le racisme, elle aurait retrouvé sa « vraie nature », celle que la République de l'Affaire Dreyfus lui avait donnée.
- 4 Les discours et même l'historiographie sur la Résistance ont participé de cette représentation héroïsante, en particulier dans les moments où elle était la référence dominante, dans l'immédiat après-Libération ou au cours des années soixante. Mais, avec la fracture des années soixante-dix, une autre représentation s'est peu à peu insinuée, s'imposant au tournant des années 1980-1990, remettant en question l'attitude de la France et des Français en général et faisant même peser le soupçon sur la Résistance.
- 5 Les polémiques qui ont suivi en 1989 la parution du premier tome de la biographie que Daniel Cordier consacrait à Jean Moulin ont été très significatives des tensions que provoquait ce moment. Daniel Cordier dans sa préface montrait que le fondateur du mouvement *Combat*, Henri Frenay, partageait à l'origine certaines idées proches de celles que l'on trouvait à Vichy. Il citait, pour étayer son propos, le manifeste du MLN

qu'il avait identifié, de façon indépendante d'autres recherches – la nôtre dans le Var et celle de Jean-Louis Cuvellicz à Toulouse – qui avaient abouti au même résultat<sup>2</sup>.

- 6 Les attaques portées par les proches de Frenay étaient significatives de la vision « sacrée » héritée de la Libération. Mais ce qui leur apparaissait comme le plus scandaleux était que l'on puisse laisser supposer que le héros, leur héros, partageait en 1940- 1941 des idées communes à l'égard des Juifs et des étrangers. Son lieutenant des premiers jours, Maurice Chevance-Bertin, allait jusqu'à affirmer que Frenay et son mouvement n'utilisaient pas le mot « Boche » pour désigner l'Allemand tant était grand leur respect de l'autre, fût-il l'ennemi.
- 7 Cordier, en face, participait de façon déterminante à l'évolution historiographique qui opposait à la sacralisation la volonté, toute scientifique, de remise à plat, indépendamment des évolutions erratiques de la mémoire collective. Mais le contexte de soupçon systématique sur l'attitude de la Résistance, en particulier à l'égard des juifs, caractéristique du moment et dont l'apogée allait se situer autour de 1992, pesait évidemment. Depuis lors, les études entreprises n'ont fait que souligner les ambivalences de telle ou telle fraction de la Résistance – et pas des moindres – aussi bien à l'égard de la Révolution nationale que du racisme ou de la xénophobie. Tant et si bien que, dans ce domaine-là comme dans d'autres qui lui sont voisins, une sorte de relativisation de la Résistance paraît poindre ici ou là. Infondée, injuste évidemment.
- 8 C'est bien pourquoi il faut y regarder de plus près, d'abord en envisageant l'antiracisme résistant, mais aussi ses ambiguïtés premières et ses limites, avant d'examiner comment la Résistance a pu devenir ce qu'elle a été effectivement, à savoir un moment fondateur dans l'histoire républicaine, humaniste, d'une France qui, grâce à elle, pouvait croire qu'elle avait exorcisé de vieux démons.

## L'antiracisme résistant

- 9 L'antiracisme n'est pas la motivation première de la plupart des résistants. Leur attitude repose avant tout sur le refus de la défaite, le patriotisme, la volonté de chasser l'occupant et, éventuellement, pour certains d'entre eux l'antifascisme. L'antiracisme est l'une de ses composantes, quelle que soit sa variante. C'est donc dans les courants de pensée à l'idéologie la plus élaborée qu'il s'exprime le plus tôt et le plus nettement.
- 10 Chez les communistes, la réaffirmation de l'antiracisme ressurgit au printemps 1941 dès les premières rafles de juifs à Paris, alors que la ligne s'infléchit vers une première formulation du Front national (de lutte pour l'indépendance). C'est alors qu'est diffusée largement (15 000 exemplaires) une brochure de plus de 70 pages, *L'antisémitisme, le racisme et le problème juif*, rédigée par Louis Gronowski, l'un des dirigeants nationaux de la MOI<sup>3</sup>.
- 11 Par ailleurs, les divers textes annonçant la création du FN mentionnent la condamnation du racisme et celle-ci devient l'une des composantes de la propagande jusqu'à sa prise en charge par des éléments spécifiques, juifs ou étrangers, avec la création du Mouvement national contre le racisme, la diffusion de ses publications clandestines, *Fraternité* en zone Sud par exemple... De nombreux témoignages ou travaux publiés depuis trente ans ont bien montré le rôle pionnier de tout ce pan de la nébuleuse clandestine communiste dirigé par des militants issus de l'immigration polonaise ou russe<sup>4</sup>.

- 12 Le petit milieu chrétien antinazi offre un autre cas d'engagement précoce. Dès novembre 1940, le père Yves de Montcheuil écrit dans ses *Réflexions sur la recrudescence de l'antisémitisme* :
- Un Français qui, en face d'un compatriote juif, souffrant de la situation actuelle, resterait impassible ne serait pas un chrétien.
- 13 Et le père de Lubac n'est pas en reste<sup>5</sup>.
- 14 Chez les protestants, des réactions identiques se font jour et les thèses de Pomeyrol adoptées en septembre 1941 dénoncent fermement tout statut « rejetant les juifs hors des communautés humaines ». Les jeunes gens qui troublent les projections du *Juif Süss* à partir du printemps de 1941 appartiennent à ces milieux que l'on va retrouver peu après très activement engagés dans la résistance de sauvetage, s'ils ne le sont pas déjà. Le premier *Cahier de Témoignage chrétien*, « France, prends garde de perdre ton âme », préparé par le Père Fessard<sup>6</sup> aborde le sujet. Les cahiers suivants, ceux de 1942, lui sont consacrés pour une grande part, anticipant même sur les rafles de juifs étrangers de l'été 1942. Leurs titres sont éloquentes : « Les racistes peints par eux-mêmes » (Cahier IV-V, avril), « Antisémites » (Cahier VI-VII, juin), « Droits de l'homme et du chrétien » (Cahier VIII-IX, août). Le contenu ne l'est pas moins puisque, dans le cahier de juin, tiré à 20 000 exemplaires, le père Chaillet place la France de Vichy au « palmarès hitlérien de l'antisémitisme » et propose comme titre pour l'hebdomadaire catholique de son département, *La Croix gammée du Rhône*.
- 15 Mais le reste de la presse clandestine donne d'autres exemples de prises de position identiques, avec en zone Sud, *Libération ou Franc-Tireur*, par exemple, ou en zone occupée, *La France continue, Pantagruel ou Libération-Nord*. Ce dernier journal consacre un éditorial, signé Jean Delarc (pseudonyme de Gaston Tessier, secrétaire général de la CFTC), à « l'odieux antisémitisme » dans son numéro du 29 mai 1942<sup>7</sup>. Dès novembre 1940, le *Manifeste du syndicalisme français*, dont *Libé-Nord* est issu, fait du « respect de la personne humaine » l'un des six principes essentiels à respecter. Dans ce cadre, il récuse : « l'antisémitisme, les persécutions religieuses, les délits d'opinion et les privilèges de l'argent »<sup>8</sup>. De son côté, *Combat*, dans son numéro de mai 1942, fait le récit des mauvais traitements subis par des internés morts au cours de leur transfert à Drancy, parmi lesquels quatre anciens combattants décorés. Sa conclusion est sans appel : « Pour les Boches, c'était des juifs, pour nous, ils étaient simplement des Français ». *Défense de la France* proclame son écœurement devant les « derniers agissements allemands » dans son numéro 20 du 30 juillet 1942 et avertit que : « après les juifs étrangers, ce sera le tour des juifs français, et après les juifs français celui des Français eux-mêmes »<sup>9</sup>.
- 16 À partir de 1942, la condamnation de l'antisémitisme est l'une des choses les mieux partagées dans l'ensemble de l'éventail résistant. Les rafles et arrestations d'alors soulèvent l'indignation. Rares sont les publications résistantes qui ne le disent pas. Le conseiller municipal et député de Paris (16<sup>e</sup> arrondissement), directeur du journal *Le Jour*, Fernand-Laurent, homme de droite s'il en est, sorti clandestinement de France à la fin de 1942, en témoigne à peine arrivé aux États-Unis. Il stigmatise le racisme de Vichy, se réfère au Péguy de « scélérateuse et imbécillité antisémite », relate « la persécution contre les Israélites » et décrit – en l'amplifiant quelque peu et en évoquant, à mots couverts, le père Chaillet – l'action des catholiques contre cette « persécution d'Hérode ». Il utilise largement un article au titre évocateur – « Les juifs, nos frères » – paru dans *Combat* en octobre 1942<sup>10</sup>. Dans un petit texte publié après la Libération, mais

écrit en février 1944, le sénateur-maire d'Avignon, le socialiste Louis Gros, condamne vigoureusement les lois antisémites de Vichy : « les arrestations, les internements en camps de concentration, les déportations en masse et les exécutions sommaires dans les conditions les plus atroces et les plus barbares » et dit sa honte que ce soit « des Français qui les accomplissent dans le pays des Droits de l'Homme »<sup>11</sup>. Certes, francs-maçons et juifs sont englobés dans la même rubrique, mais les mots qu'il emploie ne laissent aucun doute sur la différence qu'il fait entre le sort des uns et celui des autres.

- 17 Les deux derniers exemples que nous prendrons représentent bien les positions communes de la Résistance à l'égard de l'antisémitisme. Le premier est la brochure intitulée *Le mensonge raciste*, publiée à Toulouse en 1944, avant la Libération, où trois universitaires, un humaniste laïc, Daniel Faucher, le personnaliste Étienne Borne et le philosophe alors marxiste révolutionnaire Vladimir Jankélévitch se livrent à une « autopsie de l'antisémitisme »<sup>12</sup>.
- 18 À peu près au même moment, sort à Alger la première « histoire » de la Résistance, rédigée par deux résistants, dont l'un est délégué de la Résistance à l'Assemblée consultative. Contrairement à une idée reçue aujourd'hui, ce texte montre que « les exactions nazies et vichyssoises » ne sont ni ignorées, ni occultées. Les déportations sont évoquées avec un assez grand nombre de précisions sur les cruautés infligées. Les auteurs considèrent que l'antisémitisme en France a fini par « se retourner contre ses promoteurs ». Leur point de vue est sans ambiguïtés :
- Si certains Juifs ont mérité des critiques, c'est en tant que citoyens français, et non en tant que Juifs.
- 19 et
- [...] si certaine finance juive a joué un rôle néfaste, elle ne se distingue aucunement, en cela, de la finance non-juive.
- 20 Ajoutons enfin qu'ils signalent le rôle important joué par des juifs dans les organisations de Résistance alors qu'« ils risquaient davantage encore que les non-juifs »<sup>13</sup>. Dans toutes ces prises de position d'une résistance qui n'est pas communiste et qui ne se définit pas comme chrétienne, les engagements syndicaux ou associatifs antérieurs, l'appartenance à la franc-maçonnerie ou au socialisme, l'inspiration démocrate-chrétienne sont déterminants. C'est de là que viennent nombre des hommes et de femmes qui sont à l'origine de ces mouvements ou de ces publications. D'autre part, la présence de nombreux Français juifs au sein de cette résistance et parfois à son origine illustre une coïncidence qui ne date pas de cette époque, comme on le sait.
- 21 L'idéologie autour de laquelle ces diverses tendances aboutissent ou se retrouvent au cours de leur chemin est un socialisme humaniste. C'est lui qui imprègne les conceptions de la République future, avec le souci du Droit et plus particulièrement des droits de l'homme, comme en témoignent les nombreux projets de déclaration des droits envisagés avant la Libération et qui auront pour postérité le préambule de la Constitution de 1946.
- 22 Mais, comme on le sait aussi, ce consensus, pas plus que l'unité formalisée par des instances communes, n'existait au départ, y compris sur la question des étrangers et sur celle des Juifs. Et même à la veille de la Libération, tout n'est pas si clair que ce que l'on pourrait supposer si l'on s'en tenait aux seules pétitions de principe. Les principes sont une chose, mais les comportements en sont une autre, l'antisémitisme est banni mais pas la xénophobie et, si, à l'égard des juifs, les positions sont devenues presque unanimes, c'est qu'il fut un temps où elles ne l'étaient pas.

## La résistance et la xénophobie

- 23 Le discours qui s'est imposé depuis la Libération a donné le sentiment que la Résistance était une. Bien que très divisés après-guerre, les résistants, leurs associations ont conforté l'idée que, par-delà les divisions politiques, il y avait eu unité sur les principes, sur les raisons d'un engagement et sur ses refus. Or les travaux les plus récents ont confirmé ce qu'Henri Michel en son temps avait bien montré, la pluralité de la Résistance<sup>14</sup>.
- 24 Cette pluralité se reflète dans les positions à l'égard des « autres », des Juifs en particulier, mais aussi de tous les « autres ». Le phénomène était relativement masqué à la Libération. Il avait été recouvert par l'évolution que nous avons indiquée et par le fait qu'une grande partie de la Résistance, au niveau de ses cadres comme au niveau de ses troupes, venait du « peuple de gauche ». Or ce peuple, qui n'était pas homogène, partageait les préjugés de son temps et avait subi ou participé aux évolutions d'avant-guerre et, notamment, à la remontée xénophobe des années trente<sup>15</sup>.
- 25 D'autre part, même majoritaire, la gauche n'était pas seule dans la Résistance, en particulier à ses débuts. Certains de ses premiers éléments, et non des moindres, provenaient du nationalisme. Parfois même, ils étaient issus des premiers délitements du régime de Vichy, par exemple avec Groussard et Loustanau-Lacau, fondateurs de réseaux de renseignements importants. Ces réseaux, qui participent d'un volet assez négligé par la recherche, sont l'émanation d'une Résistance qui refuse le politique et se revendique d'un engagement uniquement patriotique et militaire.
- 26 Cette résistance prendra de l'ampleur à partir de la fin de 1942 avec la multiplication des réseaux de renseignement ou d'action. Le giraudisme, qui en devient alors l'expression politique, ne pêche pas par excès de philosémitisme, comme l'indique sa politique en Algérie. Mais les mouvements de résistance eux-mêmes sont nés parfois dans des milieux qui partageaient les mêmes rejets<sup>16</sup>.
- 27 C'est par l'intermédiaire d'un écrivain royaliste, Georges Batault, connu pour son antisémitisme<sup>17</sup> que Claude Bourdet entre en contact avec le Mouvement de Libération nationale du capitaine Frenay. Le journaliste Guillain de Bénouville qui deviendra l'un des membres de la direction du même mouvement, après être passé par le réseau Carte, participe lui aussi, à l'origine, de l'extrême droite.
- 28 Mais Henri Frenay exprime dans le manifeste qui sert de charte fondatrice à son organisation et qui circule au moins jusqu'au printemps de 1941, des positions pas si éloignées de l'orientation du régime, s'il n'y avait – ce qui est fondamental – la volonté de libérer le pays avant de le « révolutionner ». Les « Directives à usage de nos adhérents » qui l'accompagnent précisent que le recrutement doit porter sur « les Français de vieille souche à l'exclusion des étrangers, même naturalisés » et sur « les Juifs s'ils ont réellement combattu dans l'une des deux guerres », l'adverbe indiquant bien la suspicion qui pèse sur cette partie de la population<sup>18</sup>.
- 29 L'un des textes du MLN retrouvés à Toulouse confirme cette position. Daté d'août 1941, il précise qu'« il existe pour nous un problème juif, mais qui en aucun cas ne [illisible] placer sur le plan racial », ce problème ayant deux facettes, d'une part celle « de l'immigration récente des étrangers » et, d'autre part, celle « du capitalisme juif, de la finance juive qui avait pris dans l'économie une place intolérable ». Notons déjà une

évolution intéressante par rapport au texte précédent : il est admis ici, implicitement, que l'on peut recruter des juifs étrangers puisque l'on prévoit d'accorder la nationalité française à ceux qui ont rendu des services civils et militaires « à notre pays, à leur pays »<sup>19</sup>. Le général Cochet, l'un des pionniers de la Résistance en zone non occupée, partage les mêmes méfiances et la même condamnation du nazisme. Le 1<sup>er</sup> février 1941, il élucubre sur les juifs de zone occupée qui, assez nombreux à l'en croire, se « débrouillent » en se mettant au service de l'occupant<sup>20</sup>. Plus curieusement, le journal du mouvement d'origine démocrate-chrétienne, *Liberté*, fait pour le moins une concession à l'air du temps en écrivant dans le numéro du 25 juillet 1941 que :

S'il y a en France un problème juif, nous voulons qu'il soit résolu comme tous les problèmes intérieurs, à la Française.

- 30 Une position qui est assez proche de celle d'*Esprit* au même moment<sup>21</sup>. Il ne s'agit pas du tout de faire de ces résistants des antisémites ou des xénophobes<sup>22</sup> mais simplement de constater que s'il y a un lieu commun très partagé, c'est bien une certaine représentation de l'« autre » comme « problème », qu'il s'agisse des étrangers ou de ceux – les Juifs – que l'on assimile à eux.
- 31 Dans la Résistance de zone occupée, de telles positions se rencontrent tout autant, et probablement un peu plus encore car, Vichy ne faisant pas écran, son éventail idéologique est plus ouvert. Certains se revendiquent d'un nationalisme pour le moins « intégral ». Ainsi Maurice Ripoche qui, dans le manifeste fondateur du mouvement, *Ceux de la Libération*, qu'il a créé, entend « débarrasser la Nation des politiciens bavards et incapables (bons ou mauvais), des Juifs sans Patrie, des financiers et des gangsters internationaux qui sont responsables de notre déchéance et ont pillé notre Pays ». Il veut aussi instaurer « un ordre nouveau français » et « un État fort », nettoyer les médias, supprimer le suffrage universel et donc la démocratie pour la remplacer par un État corporatiste. Son « programme » se termine logiquement par : « Il faut que la France appartienne aux Français »<sup>23</sup>. Au même moment, Rémy, qui vient lui aussi de l'extrême droite et qui trouve quelques charmes aux « grandes réformes » de l'État français, considère qu'il faut faire « entre les juifs, une part juste » car « en est, de nombreux, qui ont authentiquement gagné leur qualité de Français. Mais la masse des métèques doit pour toujours être éliminée de notre pays »<sup>24</sup>.
- 32 Ce sentiment qu'une « épuration » est indispensable se retrouve même sous la plume de Léo Hamon qui, faisant le point sur la situation des juifs en zone Nord en avril 1941, considère qu'il faudra, en effet, revenir sur quelques naturalisations et « désencombrer » certaines professions. Il reflète là un point de vue répandu parmi les Français juifs qui, évidemment, partagent les sentiments ordinaires à l'égard des étrangers, juifs ou non<sup>25</sup>. Quant à Philippe Viannay, l'animateur de *Défense de la France*, il écrit, dans un article où il condamne « les lois d'exception contre certains citoyens », « que le problème des étrangers soit un terrible problème, que la France doive se défendre contre l'invasion d'Israël ou tout autre invasion, nous n'en doutons pas ». Il est alors persuadé que les étrangers sont parmi les responsables de la défaite, qu'il faut réserver à très peu d'entre eux le titre de Français et à condition qu'ils aient « fait leurs preuves »<sup>26</sup>. Peu après, Maxime Blocq-Mascart, responsable de la branche civile de l'OCM, aborde le « problème des minorités nationales » dans le premier *Cahier* du mouvement en juin 1942.
- 33 Ce chrétien lorrain d'ascendance juive, ancien responsable de la Confédération des travailleurs intellectuels, trouve des raisons – en quelque sorte logiques – à

l'antisémitisme (non-assimilation, mentalité, adhésion à des organisations anticléricales, « encombrement » dans les professions libérales ou commerçantes, présence inopportune d'étrangers, notamment allemands, sur le territoire, rôle de l'entourage juif du « juif Blum »). Il s'interroge sur le moyen de « franciser les juifs » avant de finir par proposer d'arrêter l'immigration et d'éparpiller les étrangers pour faciliter leur assimilation<sup>27</sup>. Ces propos soulèvent une certaine émotion dans les milieux résistants où en général, à ce moment-là, les jugements ont évolué. Au sein de la France Libre, une évolution comparable a eu lieu. Elle n'a pas été exempte d'expressions d'antisémitisme à ses débuts parmi les militaires, en particulier. Mais René Cassin a relevé les positions indulgentes à l'égard du statut des Juifs de Pierre Tissier, premier chef d'état-major du général de Gaulle, et du professeur de Droit Escarra<sup>28</sup>.

- 34 Ceci étant, cette attitude n'était pas représentative et le général de Gaulle a pris très tôt des positions sans ambiguïtés<sup>29</sup>. C'est donc l'une des évolutions les plus intéressantes de la Résistance, intérieure et extérieure, que ce changement d'optique à l'égard des juifs. Cependant toutes traces de l'attitude première n'ont pas disparu et il reste quelques attardés pour évoquer encore en 1943 ou 1944 l'existence d'un problème. Dans la recherche minutieuse qu'elle a entreprise pour éclairer le parcours de Paul Rassinier, le « père » du négationnisme, Nadine Fresco n'a pas manqué de relever, après Henri Michel, les propos pour le moins confus des *Volontaires de la Liberté*, le groupe clandestin – créés par des khâgneux parisiens – avec lequel il était en contact. Le journal clandestin qui lui vaut d'être arrêté en novembre 1943, *La IV<sup>e</sup> République*, place en tête des « différents ordres d'études » à envisager, celle du « problème juif, récusant toute forme d'antisémitisme sans pour cela céder au penchant démocratique à nier l'existence d'une collectivité Israélite originale ». Or ce groupe a déjà abordé la question en juin 1942 et janvier 1943 en évoquant « une situation extraordinaire », celle « d'appartenir en même temps à un peuple qu'à des nations ». Les rédacteurs, qui condamnent les persécutions, affirment en même temps et de façon contradictoire que « l'on dit quelquefois un peu rapidement, qu'il n'y a pas de problème juif », bien que, pour eux, « le problème juif ne se pose pas »<sup>30</sup>. Nadine Fresco souligne à juste titre le décalage qu'il y a entre ces positions et celles des mouvements clandestins dans leur ensemble, tout en faisant remarquer :

[...] que d'autres publications de la Résistance aient abandonné ce thème à cette date ne signifie pas nécessairement que les préjugés de tous leurs rédacteurs se soient dissous devant le constat des persécutions, mais du moins ont-ils peut-être cessé de juger que les exprimer soit encore à l'ordre du jour<sup>31</sup>.

- 35 Les idées exposées par l'universitaire André Hauriou, l'un des créateurs et des dirigeants de *Combat* dans la région de Toulouse où il enseignait le Droit, confirment cette analyse. Devenu l'un des représentants de la Résistance à l'Assemblée consultative, après avoir quitté clandestinement la France, il les expose dans un ouvrage publié à Alger avant la Libération et dont le titre indique bien quelle est sa philosophie : *Vers une doctrine de la Résistance. Le socialisme humaniste*. Or, dans le chapitre II, intitulé « Le problème de l'unité française », il consacre tout un passage au « sémitisme et à l'antisémitisme ». Pour lui, avec la formation des Nations, « le problème juif est apparu comme un phénomène d'inadaptation au caractère national ». « Dans la France de demain, [il] aura [...] perdu de son acuité », mais il « subsistera quand même » pour plusieurs raisons : les traces laissées par la propagande hitlérienne et vichyste, la crainte que les juifs ne réclament des compensations « justifiées sans doute en toute équité, mais disproportionnées aux ressources » de la Nation et la

persistance d'une « attitude minoritaire » qui fasse considérer les juifs comme non « complètement intégrés ». La solution réside donc dans une intégration totale qui pourra se faire en abolissant évidemment toutes les lois d'exclusion, mais aussi en se gardant « de rien établir qui pourrait ressembler à un privilège » en leur faveur et en permettant à tous ceux qui le désirent de donner à leur nom « *une consonnance [sic] proprement française* ».

- 36 En général, le problème a glissé et, finalement, s'est réduit : il n'est plus celui des juifs, il n'est devenu « que » celui des étrangers. Gaston Tessier dans l'éditorial de *Libération-Nord* du 29 mai 1942, déjà cité, s'il récuse l'existence d'une question juive, ajoute « reste le problème des naturalisations, de l'assimilation, plus ou moins rapide, des étrangers, juifs ou non juifs », mais le catholique renvoie les Français à leurs responsabilités :

Si les Français voulaient défendre les activités, les carrières, le pays, contre une invasion même pacifique, il faudrait qu'ils aient beaucoup d'enfants<sup>32</sup>.

- 37 Fernand-Laurent, dans le témoignage paru à New York, dit la même chose après avoir condamné les persécutions antisémites. Mais il reprend, presque mot pour mot, l'article de *Combat* que nous avons déjà évoqué (« Les Juifs, nos frères ») :

Quant à la race, la communauté juive est un élément constitutif de la communauté nationale française, au même titre que les autres communautés religieuses, culturelles, ou régionales... Reste le problème des Juifs étrangers. C'est le problème des étrangers, de tous les étrangers – et il serait vain d'en nier l'importance – mais ce n'est pas, pour la France, un problème juif<sup>33</sup>.

- 38 Remarquons encore une fois la très significative évolution de Frenay par rapport aux textes du MLN de 1941. Il rejoint là finalement la distinction la plus banale, celle que l'on retrouve, sous des formes diverses, dans la plupart des milieux « autochtones », même de gauche et chez les non juifs comme chez les juifs.

## Résistance et xénophobie ordinaire

- 39 Bien entendu, ces préventions et ces préjugés se retrouvent au niveau des comportements ordinaires. Certes, à ce niveau-là aussi, la tendance dominante a bien été à l'atténuation. Les préventions à l'égard de certains « autres » ont pu même disparaître ou plus exactement se déplacer vers ceux qu'il était légitime de haïr.
- 40 La guerre redonne de la vigueur aux sentiments anti-italiens, en particulier dans le Sud-Est où, plus qu'ailleurs, ils sont considérés comme des adversaires, puis des occupants, illégitimes. Le climat à la Libération, lorsque la Résistance est au pouvoir, s'en ressentira, notamment dans les Alpes-Maritimes et le Var<sup>34</sup>. La Résistance, dans sa réalité concrète, combattante, participe d'une culture qui est celle de la guerre. Elle joue aussi de la haine de l'autre, qui est l'envahisseur, mais qui, dans le cas de l'Italien, peut être aussi l'immigré.
- 41 La gauche provençale est d'autant plus volontiers antifasciste que le fasciste est italien. En ce qui concerne les Allemands, il faudrait étudier l'utilisation du mot « Boche » et la part que tient l'anti-germanisme élémentaire dans les engagements. Essentiel chez ceux qui viennent du nationalisme, il n'est pas absent chez ceux qui se réclament des idéologies humanistes ou révolutionnaires. Les militants communistes du Nord sont d'autant plus « patriotes » que l'ennemi est l'envahisseur allemand « traditionnel ».
- 42 La Résistance peut instrumentaliser les tendances xénophobes. Le glissement du vocabulaire dans la presse communiste – qui n'a rien de spontané, mais relève du choix

politique – en fournit une illustration. Ce glissement s’effectue, semble-t-il, entre l’été et l’automne 1941. *L’Humanité* passe alors des « forces hitlériennes » aux « boches », mais le terme a peut-être été plus rapidement employé dans la presse communiste du Nord.

- 43 Le « Boche » se généralise ensuite dans l’ensemble de la presse qui dépend du parti. Il s’affiche en gros, comme un titre, sur la première page du numéro d’octobre 1942 de *France d’abord*, organe des FTP, le bras armé du Front national. Il est sans ambiguïtés : « Chacun son Boche ». L’heure est au combat. Tous les moyens sont bons pour inciter à y participer. La raison politique laisse la place à l’instinct national. Les communistes rejoignent l’expression viscérale de l’anti-germanisme, à la fois populaire et « naturelle » chez tous ceux qui – par idéologie ou par absence d’idéologie – adhèrent à cette représentation de l’ « ennemi héréditaire ». Dès son premier appel du 6 septembre 1940, le général Cochet le disait bien : « un seul ennemi, le Boche ». Le général de Gaulle se contentait de dire : « L’Allemand est l’Allemand »<sup>35</sup>.
- 44 Le contexte de la guerre et les conduites qu’il génère peut donc renforcer les stéréotypes courants, dans l’opinion en général comme dans l’opinion « résistante ». À notre connaissance, le cas le plus aberrant – mais révélateur – surgit des terribles bombardements anglo-saxons sur certaines villes. On sait que la responsabilité des destructions et des morts est systématiquement attribuée aux Américains.
- 45 Ils sont supposés beaucoup moins regardants vis-à-vis de la population que les Anglais et ont la réputation de bombarder de très haut pour ne pas prendre de risques. Le stéréotype de l’Américain fruste, aux mœurs rudes, à peine civilisé (le *Far West* !) joue en même temps que d’autres représentations, comme celle de la force mécanique aveugle d’un pays où le travail à la chaîne est roi. Mais le désarroi, la colère peuvent aboutir à des expressions de racisme. À Toulon, les accusations (qui prennent peut-être leurs sources dans la propagande adverse) vont jusqu’à attribuer aux « nègres » la responsabilité du drame. C’est ce que répercute un réseau de renseignement qui ne paraît pas vraiment s’en démarquer :
- Toulon, 11 mars. Grave mécontentement devant un grand nombre de victimes civiles causés par maladroites équipages américains. Indignation devant utilisation équipages nègres. Réflexion générale : pourquoi ne pas utiliser équipages inexpérimentés contre Allemagne<sup>36</sup>.
- 46 Les mêmes feront sans doute bon accueil aux Sénégalais et aux Nord-Africains qui contribueront largement à la libération de la ville. Mais les témoignages, y compris ceux de résistants, leur associent souvent quelques traits qui relèvent des stéréotypes du sauvage. Cela vaut, en particulier, pour les soldats noirs qui collectionneraient les oreilles de leurs victimes comme autant de trophées. Les adversaires, s’ils sont « exotiques », suscitent des rumeurs comparables. Dans les troupes d’occupation, les « Mongols » – nom générique pour les Soviétiques d’origine asiatique – sont réputés pour leur férocité. Il est vrai qu’ils sont utilisés comme unités anti-maquis, mais l’histoire du bébé retrouvé cloué à la porte d’une remise paraît avoir été colportée partout où ils se sont trouvés.

## La résistance, un combat pour l’homme

- 47 Cependant, ne nous y trompons pas, la Résistance est bien fondatrice, dans ce domaine comme dans d’autres. Et sur le plan des idées, et sur le plan des comportements. La

Résistance, c'est aussi la découverte ou la redécouverte des « autres », en tout cas de certains « autres », ce qui peut conduire à réviser des jugements ou à manifester une solidarité *a priori* contradictoire avec les sentiments qui ont pu être affichés. Les mêmes qui, d'un côté, haïssent, ou sont prêts à exclure, sont amenés, dans le combat clandestin, à accueillir ceux des « autres » qui viennent les rejoindre ou qui, d'emblée, participent à l'action.

- 48 On sait la place que les étrangers occupent au sein de la résistance communiste. C'est chez elle que le recrutement est le plus ouvert. Comme avant-guerre, dans le combat politique ou syndical, le PC a une fonction intégratrice qui est, certainement, l'une de ses contributions sociales les plus importantes.
- 49 Les groupes de la MOI, militaires ou civils, associent des Français à des militants d'origines étrangères diverses. Mais, de toute façon, les liaisons avec des résistants français, communistes ou sympathisants, sont indispensables à leur survie et à leur action. Une telle association est unique. La place des étrangers est beaucoup plus réduite dans les autres organisations clandestines, qui n'ont pas vraiment de politique à l'égard de ces milieux. Cette absence est elle-même le reflet d'une ignorance, ou d'un désintérêt, mais aussi de la défiance que l'on nourrit à leur égard, avec le sentiment répandu qu'« ils » n'ont pas à se mêler des affaires de la France.
- 50 Une telle attitude est fréquente chez les socialistes qui, a priori, auraient pu avoir une politique de contact et de mobilisation volontariste vis-à-vis de la population étrangère en profitant de la présence de réfugiés politiques de leur mouvance ou de celle, parmi leurs militants, de socialistes d'origine étrangère, italienne en particulier. Le seul étranger acceptable, en particulier à gauche, est en fait celui qui a perdu – ou mieux encore renié – cette qualité pour devenir Français. L'assimilation est le seul horizon concevable, ce qui est d'ailleurs conforme à la tradition républicaine.
- 51 Dans certaines régions, en particulier dans le Sud-Est, d'assez nombreux étrangers, naturalisés ou non (mais la naturalisation ne change pas grand-chose dans le regard des autres : l'étranger reste un « étranger » même lorsqu'il est naturalisé), participent aux groupes de résistance ordinaire, les groupes FFI de l'été 1944. Pour beaucoup d'entre eux, les plus jeunes en particulier, cette participation, comme l'engagement dans les unités FFI de la Libération qui la prolongera souvent, correspond aussi à une volonté d'intégration dans ce qui est devenu, pour la plupart, leur patrie.
- 52 Les résistants d'origine italienne ne sont pas forcément les plus indulgents à l'égard de leurs compatriotes « fascistes » ou dont le comportement est resté ambigu. Eux-mêmes – qui peuvent être la cible de la xénophobie exacerbée dans le contexte de la Libération – participent également à la stigmatisation des « autres ». Mais, dans cette période de passion, il est important de souligner que, malgré sa « justification » politique ou patriotique, cette attitude n'est pas considérée comme légitime.
- 53 Elle est condamnée par les communistes comme par les socialistes, dans la presse ou dans les meetings. L'action des étrangers n'est pas occultée, contrairement à une idée assez répandue depuis le début des années quatre-vingt. Cette représentation, caractéristique du moment, mériterait, pour le moins, d'être historisée, comme toute l'histoire de la mémoire collective depuis 1945. Constatons que le Parti communiste de la région marseillaise fait tirer, en un grand nombre d'exemplaires, après la Libération, alors que la guerre continue, quatre pages avec photographies pour célébrer « les immigrés morts pour la France dans la région du Sud-Est »<sup>37</sup> et que le numéro spécial de

*Combatte*, la revue des FTP de la région, consacré, en août 1945, à la libération de Marseille mentionne largement l'action de la MOI.

- 54 L'étude de l'historiographie de la Résistance apporte elle aussi quelques corrections aux idées reçues à ce sujet, même s'il est vrai que l'action des étrangers a eu tendance à être « naturalisée » (ce qui correspondait aussi à la volonté de la plupart d'entre eux). En fait, la Résistance et son souvenir, la mémoire qu'elle engendre, l'imaginaire politique qu'elle nourrit, portent tout le contraire du nationalisme, en particulier pendant les deux moments où elle fait figure de référence suprême, dans l'immédiat après Libération (jusqu'en 1947-1949) et à partir des années soixante.
- 55 Si le Parti communiste entretient la haine du « Boche » jusqu'aux premières années de la V<sup>e</sup> République, ses associations d'anciens résistants ou de déportés sont aussi celles qui nouent les liens les plus étroits avec les Allemands (les « bons », ceux de l'Est) et avec les Italiens. Autrement dit, l'ambivalence des attitudes – qui est notable pendant la guerre – se prolonge après, mais l'on ne peut mettre en évidence qu'une seule de ses pentes. Il faut tenir compte des deux et, en particulier, de celle qui tient lieu de norme.
- 56 L'internationalisme est sélectif, mais il est fondamental dans l'idéologie transmise. La volonté de faire taire la haine de l'Allemand – de transformer le « Boche » en Allemand – et de dédouaner le « peuple » allemand (non sans effort pour surmonter une méfiance « instinctive »), ainsi que l'action en faveur de l'intégration de l'Allemagne dans le concert des nations (pour ne pas rééditer les erreurs de Versailles), sont assez significatifs de l'action des résistants après-guerre. Cette attitude correspond pour les uns à un choix antérieur à l'engagement en résistance et réaffirmé au cours du combat clandestin, mais elle reflète chez beaucoup d'autres, en particulier parmi les résistants « ordinaires », l'évolution, et parfois la rupture avec les valeurs qui étaient les leurs avant.
- 57 L'évolution d'Henri Frenay est de ce point de vue exemplaire et c'est pendant la Résistance qu'elle s'est faite. Le deuxième « manifeste » qu'il éprouve le besoin de rédiger dans l'été 1942 avec Claude Bourdet et André Hauriou, à Toulouse, montre dès le titre, le parcours accompli (« Combat et révolution » dans *Combat* septembre 1942)<sup>38</sup>. André Hauriou, qui milite à Toulouse avec Silvio Trentin comme avec Jean Cassou, intervient, en tant que juriste, auprès du chef de l'État pour que Marcel Langer, le chef du détachement des FTP-MOI qui vient d'être condamné à mort soit gracié<sup>39</sup>.
- 58 Les rangs de *Combat*, en dépit des positions initiales, ne sont pas plus fermés aux juifs qu'ils ne le sont aux francs-maçons. Ce recrutement spontané a pu jouer un rôle dans l'évolution de Frenay. Roger Nathan (*Murat*), qui est franc-maçon, fait paraître à Marseille le journal *Liberté*, avant de créer les Groupes francs de Combat, dirigés par l'ex-maurrassien Jacques Renouvin. Pour lui : « La résistance... c'était avant tout la défense des droits de l'homme et des idéaux de 1789 » et, dans l'un de ses témoignages, il ajoute : « notre seul sectarisme, c'était l'anti-nazisme et l'anti-racisme »<sup>40</sup>.
- 59 Daniel Cordier a fait constater que le mot « nazi » apparaissait de plus en plus souvent dans *Combat*, en concurrence avec « boche »<sup>41</sup>. Cette évolution est aussi symptomatique que la poussée xénophobe qui accompagne la mobilisation. Le choix du « socialisme humaniste » – dont on a vu, aussi, avec Hauriou, les limites – sera prolongé après-guerre par un engagement fédéraliste en faveur de l'Europe<sup>42</sup>.
- 60 Il est des transformations plus brutales que celle d'un Frenay, car, s'il vient d'un milieu conservateur, il a côtoyé avant-guerre, sous l'influence de Bertie Albrecht, les milieux

antifascistes et il est devenu un bon connaisseur du nazisme. En revanche, l'engagement résistant a été déterminant chez ceux qui étaient des produits du nationalisme et qui en ont été souvent vaccinés. Parmi les hommes de la France Libre, le jeune Daniel Cordier est un exemple de cette conversion. Un autre est fourni par le lieutenant Stanislas Mangin, jeune officier « franchement réactionnaire » avant 1940, héritier d'une tradition qu'il affichait volontiers, qui « ne voulait aucun mal aux juifs, mais les considérait comme des étrangers – et l'on devait éviter que des étrangers se mêlassent des affaires françaises déjà assez compliquées sans eux ». Lorsque Roger Stéphane le retrouve en résistance comme agent de Londres et qu'il lui demande « s'il demeurait antisémite », la réponse est franche : « Ah non ! Maintenant je vois où cela mène ». Le même Roger Stéphane évoque aussi la personnalité de Jacques Renouvin, chez qui « restait une antipathie manifeste de la démocratie et un certain antisémitisme », en précisant que, « pour l'instant, rien ne comptait »<sup>43</sup>. Il est important de constater le lien qui est ainsi fait entre hostilité à la démocratie et antisémitisme.

- 61 À partir du moment où toute la Résistance s'affirme républicaine, ses éléments sont liés aux valeurs qu'elle représente. C'est ce qu'a fait remarquer Henri Michel à propos de la France Libre. L'évolution « de droite à gauche du nationalisme xénophobe et réactionnaire, à un patriotisme républicain et socialisant », s'applique aussi à tout le pan de la résistance intérieure qui partageait au départ avec Vichy le rejet de l'« ancien régime » : « ce n'est pas impunément qu'on se proclame l'allié des démocraties, il faut aussi s'affirmer démocrate »<sup>44</sup>.
- 62 En dépit des réticences que l'on a pu avoir, et bien que le rejet de « l'autre » ne soit pas éradiqué, l'antisémitisme ne peut plus s'afficher et le racisme ou la xénophobie ont perdu toute légitimité, au moins en métropole. Ils n'ont certes pas disparu, pas plus que l'idéologie nationaliste à laquelle le poujadisme, puis l'extrémisme « Algérie française » donneront l'occasion de se manifester. Il n'en reste pas moins que la domination des références issues de la Résistance « républicaine » s'impose durablement.
- 63 De ce paradigme, on mesurera la portée au moment où il s'effritera, au cours des années soixante-dix, après le grand ébranlement culturel post-soixante-huitard qui est à la fois remise en question des mythes fondateurs de la V<sup>e</sup> République et raidissement d'une partie du corps social effrayé par les changements de tous ordres.
- 64 L'« invention » du négationnisme le montre. Les écrits de Rassinier, que l'on peut considérer comme son initiateur, n'étaient-ils pas restés jusqu'alors dans une obscurité dont ils n'auraient jamais dû sortir ? La mise en scène toute médiatique de ses parangons, la banalisation d'un discours raciste dans ces mêmes années, la radicalisation de tout un pan de la droite sont quelques-uns des signes les plus clairs de cette mutation. La remontée de mémoire des années quatre-vingt en résulte pour partie.
- 65 Mais la Résistance en tant que « mythe nécessaire » en sort durablement ébranlée. Elle n'en reste pas moins pour tous ceux qui abhorrent la culture de la haine l'un des fondements de leur identité civique en même temps qu'un inépuisable réservoir de références. En dépit de tous les aléas qui, depuis 1945, l'ont affectée, l'idée de la Nation qu'elle impose est celle d'une construction, celle d'un choix, celle d'un territoire indissociable d'un régime et de valeurs. C'est ce que Fred Kupferman a traduit, pour ce qui concerne les juifs, en écrivant que :

[...] c'est [pour eux] le droit chèrement acquis de choisir entre les formes d'identité qui leur conviennent. Le droit d'être français sans que l'on vous demande « depuis quand ? » ou le droit d'être juif et français<sup>45</sup>.

- 66 Autrement dit, pour un même individu, le droit de refuser la dictature de « la terre et les morts », le droit de combiner l'évidence commune, à savoir la coexistence en chacun de plusieurs identités. C'est ce que, à sa façon, dans un texte magnifique publié en août 1943 dans le recueil *Domaine français* qui rassemblait une cinquantaine de contributions signées par tout ce qui comptait ou allait compter dans la littérature française, de Valéry à Camus, d'Aragon à Sartre, de Gide à Michaux, etc., Louis-Martin Chauffier avait exprimé en faisant l'éloge de « sa » patrie, « la langue française », comme « une patrie sans frontière ». Seul, sans doute, un résistant pouvait écrire ce qui suit. Toute la singularité de la Résistance, la Résistance-référence, est là :

Toute frontière est un refus autant qu'une protection. Elle enferme un pays dans son aveuglement, sa méfiance, son égoïsme. Elle le garde moins de se dissoudre qu'elle ne l'empêche de s'enrichir. Isolé derrière ses barrières administratives, économiques, militaires, il voit dans le voisin l'ennemi, le vassal, le rival ou la proie, ou bien le client à conquérir, le fournisseur à tromper. Le risque du patriotisme, c'est qu'il soit mal défini, qu'il ne se définisse point par l'amour, qui est ouverture, générosité, don de soi. Ce qu'on appelle patriotisme est trop souvent le mal qui altère sa pureté, le poison dans le sang ; le chauvinisme qui abhorre l'étranger, le nationalisme, qui lui demande des lois contraires au génie de la nation, ou le racisme, qui prétend, sur des bases pseudo-scientifiques, créer un peuple élu. La France, non plus qu'aucun pays ne se définit par ses frontières, ni par ses morts<sup>46</sup>.

---

## NOTES

1. Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.
2. Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Paris, Jean-Claude Lattes, 1989, tome 1. Tout le dossier sur cette polémique, notre apport et celui de Jean-Louis, Cuvelliez se trouve à la fin du tome III (1993, p. 1286 sq.).
3. Voir l'analyse de Claude Singer, *Vichy, l'Université et les Juifs*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 186-187.
4. En particulier Jacques Ravine, *La Résistance organisée des Juifs en France (1940-1944)*, Paris, Julliard, 1973.
5. Sur tout ce passage, Pierre Bolle, « Les chrétiens et la résistance », dans *Églises et chrétiens dans la deuxième guerre mondiale. La région Rhône-Alpes*, Lyon, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 227-234.
6. Le Père Fessard avait pris position un an auparavant dans un texte, publié dans *Cité nouvelle* en février 1941, Voir Renée Bédarida, « 1940-1941. Catholiques résistants en zone occupée », dans Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 172.
7. Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord*, Paris, Flammarion, 1999, p. 113.
8. Texte reproduit dans Christian Pineau, *La simple vérité*, Paris, Julliard, 1960, p. 593.
9. Marie Granet, *Le journal « Défense de la France »*, Paris, PUF, 1961, p. 102.

10. Jean Fernand-Laurent, *Un peuple ressuscite*, New-York, Brentano, 1943, p. 132-133. Fernand-Laurent était membre de *Combat* et son fils avait été arrêté pour sa participation à la Résistance.
11. Louis Grose, *République toujours*, Avignon, Aubanel, 1945, p. 84.
12. Jean Estèbe, *Toulouse 1940-1944*, Paris, Perrin, 1996, p. 251.
13. Jean-Jacques et Rolland, *La Résistance française*, Alger, Office français d'édition, achevé d'imprimer 30 avril 1944, 141 p. Le passage concernant les Juifs se trouve p. 111-116. Nous n'avons pas identifié les deux auteurs.
14. En particulier dans sa thèse, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1963.
15. Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.
16. Voir à ce sujet Claude Singer, *Vichy, l'Université...*, *op. cit.*, p. 185 *sqq.*, et Pierre Laborie, « La Résistance et le sort des Juifs », dans J.-M. Guillon et P. Laborie (dir.), *Mémoire et histoire...*, *op. cit.*, p. 247-259.
17. Collaborateur du journal *Contre-Révolution*, il a publié en 1939 un ouvrage intitulé *Israël contre les nations*.
18. Texte retrouvé par nous aux Archives départementales du Var et reproduit dans notre thèse, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, sous la direction d'Émile Temime, Université de Provence, 1989, tome III, p. 82 *sqq.*, cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, tome III, p. 1290 *sqq.*
19. « Position de notre mouvement vis-à-vis de certaines organisations ou mouvements d'opinion en France », Jean-Louis Cuvelliez, « Les débuts de la Résistance à Toulouse », dans Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, *Mémoire et histoire...*, *op. cit.*, p. 137-133.
20. Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, tome III, p. 1028 ou Pierre Laborie, « La Résistance... », art. cit., p. 248 *sqq.*
21. Les mêmes milieux attaquent la projection du *Juif Süß*. Une critique sévère de ce film parue dans le numéro d'*Esprit* de juin 1941 lui reproche de charger « Israël de toutes les noirceurs de la terre », mais aussi de ne pas chercher « à envisager sérieusement le problème juif que personne ne songe à nier ».
22. Voir le beau portrait que Roger Stéphane trace de Pierre-Henri Teitgen, professeur à la Faculté de droit de Montpellier et l'un des fondateurs de *Liberté* qu'il a rencontré dans l'été 1941 : « ennemi de tout totalitarisme, étranger à tout racisme, [...] scandalisé en tant que chrétien et humilié en tant que Français par le statut des juifs, [...]. Pierre-Henri Teitgen, se présentait en humaniste chrétien » (*Tout est bien. Chronique*, Paris, Quai Voltaire, 1989, p. 190).
23. Texte cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, tome III, p. 1129.
24. Rapport du 10 octobre 1940 adressé au BCRA. Notons que Passy, réputé venir des mêmes milieux, lui répondra en le priant de fournir ses renseignements sans commentaire (Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, tome III, p. 672-673).
25. Rapport cité par Renée Poznanski, *Les Juifs en France pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1994, p. 237.
26. *Défense de la France* n° 9 du 25 janvier 1942, cité par Claude Singer, *Vichy, l'Université...*, *op. cit.*, p. 187-188.
27. Arthur Calmette, *L'« OCM » (Organisation civile et militaire). Histoire d'un Mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, Paris, PUF, 1961, p. 52-54.
28. Henri Michel, *Les courants de pensée...*, *op. cit.*, p. 96 ou Claude Singer, *Vichy, l'Université...*, *op. cit.*, p. 189-190.
29. Voir Adam Rayski, *Le choix des Juifs sous Vichy entre soumission et Résistance*, Paris, La Découverte, 1992, p. 47 *sqq.*
30. *Ibid.*, p. 412-414.
31. Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 421.
32. Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée...*, *op. cit.*, p. 113.

33. Texte partiellement reproduit dans Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, tome III, p. 1031 ; Jean Fernand-Laurent, *Un peuple ressuscite*, *op. cit.*, p. 134-135.
34. Sur ces deux départements, voir *Cahiers de la Méditerranée*, n° 52, juin 1996, numéro spécial sur « Les relations franco-italiennes ».
35. Discours du 23 octobre 1941, cité par Henri Michel, *Les courants de pensée...*, *op. cit.*, p. 135.
36. AN, 72 AJ 440, Fonds Cochet, télégramme n° 291 du 28 mars 1944.
37. Document reproduit dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, *La France des années noires*, Paris, Le Seuil, 1993, tome 2, p. 167.
38. Voir le témoignage d'Henri Frenay dans *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 201-202.
39. Jean Estèbe, *Toulouse...*, *op. cit.*, en particulier p. 166.
40. Dans *La presse clandestine 1940-1944*, actes du colloque d'Avignon des 20 et 21 juin 1985, Avignon, Conseil général du Vaucluse, 1985, p. 82-83.
41. Daniel Cordier, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, p. 1040, en faisant très finement constater qu'il n'est employé que comme synonyme péjoratif d'allemand.
42. Voir les contributions de Pierre Gerbet, Jean-Pierre Gouzy et Raymond Rifflet dans les actes du colloque *Henri Frenay de la Résistance à l'Europe*, Paris, Secrétariat aux anciens combattants, 1995, p. 187 *sqq.* Henri Frenay a été le président de l'Union européenne des fédéralistes de 1945 à 1954.
43. Roger Stéphane, *Tout est bien...*, *op. cit.*, p. 192-194. Bien évidemment, l'exactitude du témoignage est sujette à caution, mais les engagements humanistes de Stanislas Mangin après-guerre corroborent ce changement d'attitude.
44. Henri Michel, *Les courants de pensée...*, *op. cit.*, p. 117.
45. Dans l'avant-propos à *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*, Paris, RHICOJ-Éditions du Scribe, 1985, p. 12.
46. *Domaine Français*, Genève-Paris, Edition des Trois Collines. Ce recueil, préparé par le diplomate suisse François Lachenal, comprend 57 contributions signées des plus grands noms de la littérature française du moment, de Valéry à Camus, d'Aragon à Sartre, de Gide à Michaux, etc. ; le sommaire est daté du 23 août 1943, Louis Martin-Chauffier, catholique de gauche, militant de *Libération*, sera arrêté et déporté quelques mois après.

## RÉSUMÉS

La Résistance constitue un phénomène remarquable au cours du xx<sup>e</sup> siècle en France, car elle fait d'un peuple vaincu non seulement un peuple vainqueur, mais elle permet également de résoudre la « crise d'identité nationale » des années trente. Les discours et même l'historiographie sur la Résistance ont participé de cette représentation héroïsante, en particulier dans les moments où elle était la référence dominante, dans l'immédiat après-Libération ou au cours des années soixante. Mais, avec la fracture des années soixante-dix, une autre représentation s'est peu à peu insinuée, s'imposant au tournant des années 1980-1990, remettant en question l'attitude de la France et des Français en général et faisant même peser le soupçon sur la Résistance.

The French Resistance was a remarkable phenomenon in the twentieth century: not only did it turn a defeated people into a victorious one, but it also solved the “national identity crisis” of the 1930s. The discourses and historiography of the Resistance contributed to building this heroic representation, in particular in the immediate post-War period and during the 1960s when this

was the dominant perspective. However, in the 1970s, a new representation gradually emerged and became common place at the turn of the 1980s and 1990s, questioning the attitudes of France and of the French in general, and even throwing suspicion onto the Resistance.

## INDEX

**Mots-clés** : Résistance, antiracisme, Régime de Vichy, Libération

**Keywords** : French Resistance, antiracism, Vichy government, Liberation of France